



13 avril 2011

## Gaz de schiste : autorisations d'explorer annulées mais la porte reste ouverte

De Gabrielle GRENZ (AFP)

PARIS — Le gouvernement a annoncé l'annulation des "autorisations déjà données" à des projets d'exploration de gaz de schiste avec les technologies actuelles, fortement critiquées par les écologistes, sans vouloir fermer la porte à l'exploitation future de ces gisements mais avec de nouvelles techniques.

Reconnaissant l'inquiétude "légitime" des Français, le Premier ministre a déclaré devant les élus : "les autorisations qui ont été données l'ont été dans des conditions qui ne sont pas satisfaisantes. Il n'y a pas eu assez de concertation, (...) pas assez d'information, j'en prends en tant que chef du gouvernement ma part de responsabilité."

"Il faut tout remettre à plat, et donc il faut annuler les autorisations qui ont déjà été données", a poursuivi François Fillon.

Des permis d'exploration avaient été accordés à l'époque de l'ancien ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, pour le gaz de schiste dans le sud de la France au printemps 2010 et pour l'huile (pétrole) de schiste dans le bassin parisien en 2008 et 2009.

Face à la fronde de plusieurs élus des régions concernées et des écologistes la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait déjà créé une mission d'évaluation de ces projets et suspendu toute activité de recherche sur le terrain en attendant les résultats des travaux de ces experts.

François Fillon a également annoncé que le gouvernement soutiendra les propositions de loi déposées récemment, dont l'une de la majorité UMP, pour interdire les explorations. Les élus doivent examiner ces textes en procédure d'urgence le 10 mai.

L'exploitation du gaz et de l'huile de schiste par fracturation hydraulique, à l'aide d'injection de grandes quantités d'eau et de produits chimiques dans les sous-sols est dénoncée par les écologistes comme particulièrement nocive pour les nappes phréatiques.

Réfutant les accusations de vouloir "sacrifier l'environnement", le Premier ministre a souligné qu'il "n'est pas question non plus de fermer la porte à des progrès technologiques qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques." Une mission de recherche scientifique sur les possibilités d'exploiter ces gisements avec d'autres technologies a été prolongée, a-t-il ajouté.

"Le gouvernement veut lancer un signal, je prends acte, c'est un signe positif", a déclaré à l'AFP, le député européen d'EELV, José Bové, chef de file des opposants au gaz de schiste. "On a eu les propos de Nathalie Kosciusko-Morizet disant on ne veut pas de technologie sale, ensuite la proposition de loi des groupes parlementaires pour abroger, puis le mea culpa franchement tardif de Jean-Louis Borloo, et aujourd'hui le Premier ministre qui annonce qu'il est aussi pour l'arrêt parce qu'on ne peut pas continuer comme ça", a-t-il résumé.

Rappelant les recours des écologistes devant le Conseil d'Etat contre ces projets d'exploration et d'exploitation et les manifestations prévues samedi et dimanche, José Bové a souligné que "la mobilisation ne s'arrêtera qu'avec l'abrogation."

"Il n'existe aucune technologie propre sur l'extraction par fracturation hydraulique et tous les brevets sont dans les mains d'une seule firme, Halliburton, celle de Dick Cheney l'ex-vice-président des Etats-Unis", a-t-il rappelé.